

20241119 Mediacités

https://www.mediacites.fr/decryptage/lyon/2024/11/19/a-decines-et-ecully-la-droite-agite-les-fantasmes-securitaires-contre-laccueil-de-jeunes-migrants/?utm_source=Lyon&utm_campaign=16f38acabf-EMAIL_CAMPAIGN_2024_11_19_09_28&utm_medium=email&utm_term=0_-16f38acabf-76672547&mc_cid=16f38acabf&mc_eid=1363791587

A Décines et Ecully, la droite agite les fantasmes sécuritaires contre l'accueil de jeunes migrants

Par [Mathieu Périssé](#)

Deux projets d'ouverture de centres d'accueil pour mineurs étrangers isolés suscitent l'opposition des maires (LR) Sébastien Michel et Laurence Fautra. Avec en étendard « la défense de l'identité » locale pour l'un et un discours assimilant clairement ces jeunes migrants à des délinquants en puissance pour l'autre.



Les maires LR de Décines-Charpieu, Laurence Fautra, et d'Ecully, Sébastien Michel. Photos : N.Barriquand/Mediacités.

« Ça fait un peu peur, on risque des cambriolages, des dégradations », s'alarme une femme anonyme. Ce 14 octobre, Europe 1 consacre [quelques minutes](#) de son antenne à un micro-trottoir dans la commune d'Ecully, à l'ouest de Lyon. Le sujet du jour : l'ouverture à venir d'un centre d'accueil temporaire pour mineurs non accompagnés (MNA) sur le site d'une ancienne école d'ingénieurs, achetée en 2021 par la métropole de Lyon. Autant dire l'apocalypse, à en croire la radio du groupe Bolloré. « J'ai une fille adolescente de 14 ans et on se fait beaucoup de soucis par rapport à la sécurité de nos enfants », abonde un homme interrogé quelques secondes plus tard.

Avant de se frayer un chemin jusque dans les médias parisiens, cette polémique a été lancée par le maire (Les Républicains) d'Ecully, Sébastien Michel, qui figure [parmi les candidats potentiels](#) de la droite locale aux prochaines élections métropolitaines de 2026. Dans un courrier envoyé à ses administrés début octobre, l' élu a vivement critiqué l'ouverture prochaine de ce centre destiné à accueillir 70 mineurs étrangers primo-arrivants durant la période d'évaluation de leur minorité, qui peut durer entre 5 et 10 jours.

Cette compétence relève de la métropole de Lyon, qui doit faire face depuis trois ans à une forte augmentation des demandes d'évaluation, passées de 1200 à 3000 cas. Faute de place,

beaucoup de ces jeunes sont hébergés à l'hôtel, pour un coût de 6 millions d'euros en 2023, comme le rappelle [Le Monde](#).

« Défendre l'identité » des habitants

Selon Sébastien Michel, qui tarde à signer l'arrêt municipal permettant l'ouverture du centre, le projet aurait été imposé à la commune durant l'été, sans concertation. L'élus estime aussi que le choix du lieu n'est pas adapté, du fait de sa trop grande distance avec le centre-ville. Mais son opposition ne se fonde pas seulement sur des arguments techniques. « Vous pouvez compter sur moi pour ne rien lâcher et continuer, chaque jour, à défendre l'identité d'Ecully et à tout mettre en œuvre pour vous protéger », assure-t-il dans son courrier envoyé aux habitants de la commune.

Joint par texto, Sébastien Michel indique que la demande d'autorisation de travaux est toujours à l'instruction jusqu'à la fin de cette semaine, regrettant que le Grand Lyon ait déjà commencé le chantier depuis plusieurs semaines. « Depuis le départ, la Métropole avance masquée, s'affranchit de tout, mais nous sommes dans un Etat de droit avec des règles précises », cingle-t-il.

« Vous ne trouverez aucun propos de ma part qui fait le lien entre immigration et insécurité »

Interrogé sur l'argument de la « défense de l'identité » des habitants, le maire explique que sa commune possède une « identité propre », un « esprit village », évoquant par exemple ses commerces de proximité, son tissu associatif ou la préservation des « espaces boisés ». « On est bien loin des lubies identitaires dans lesquelles l'extrême gauche s'est enfermée », ajoute-t-il, sans que l'on saisisse bien le lien avec le sujet du centre d'accueil. Le maire réfute toute stigmatisation des jeunes migrants concernés. « Vous ne trouverez aucun propos de ma part qui fait le lien entre immigration et insécurité », assure-t-il.

Sébastien Michel avance ensuite une théorie un peu acrobatique : « Je m'interroge sur les motivations profondes du président de la Métropole [*l'écologiste Bruno Bernard*] qui fait toujours le choix d'implanter ces centres dans des villes dirigées par la droite. Serait-ce une manière pour lui d'essayer de faire monter le vote RN pour affaiblir des opposants politiques ? ».



Le maire LR d'Ecully, Sébastien Michel. Photo : NB/Mediacités.

De son côté, la Métropole indique vouloir héberger des jeunes à Ecully en attendant la création d'un nouveau centre de mise à l'abri et d'évaluation (CMAE) à Décines, qui doit remplacer celui de Lyon, dont les locaux sont devenus « vétustes et inadaptés ».

Face aux critiques, la collectivité dirigée par les écologistes souhaite « rappeler la réalité de la situation », à savoir que l'accueil et l'évaluation des MNA est pour elle une obligation légale. Elle revendique d'appliquer la loi « de façon intelligente ». Selon elle, le choix des locaux d'Écully permettrait ainsi de « réduire significativement les coûts par rapport à des solutions d'hébergement hôtelier ». Selon Bruno Bernard, le retard de l'ouverture du site d'Écully représenterait « 500 000 euros d'argent public perdu » sur trois mois.

Dans son combat, le maire d'Écully a reçu un renfort de poids en la personne de Laurent Wauquiez, dont il est proche. Interviewé par [Le Progrès](#), l'ancien président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, [devenu « conseiller spécial »](#) de son successeur, a dénoncé le « chantage » auquel se livrerait la majorité de Bruno Bernard. Selon lui, le cabinet du président du Grand Lyon aurait menacé d'envoyer « des associations de squatteurs [*sic*] » occuper le site si le maire ne validait pas le dossier.

Des « dangers pour les lycéens »

Rebelote quelques semaines plus tard, mais à l'Est de Lyon cette fois-ci. En cette mi-novembre, c'est au tour de la maire (LR) de Décines-Charpieu, Laurence Fautra, de monter au créneau contre le dépôt par la Métropole du permis de construire d'un nouveau centre d'accueil de 53 lits sur sa commune. Les plans du projet, à l'étude depuis deux ans, ont été présentés à la mairie au début de l'été. Son financement a été validé en commission permanente de la Métropole en juillet 2023, pour un montant de 11 millions d'euros. Pas une surprise donc.

Mais pour Laurence Fautra, pas question de laisser ce centre s'implanter sur son territoire. Interrogée par le site [Actu.fr](#), elle fustige une Métropole qui « ne tient visiblement pas compte des dangers pour les lycéens et les habitants du quartier que représente un apport supplémentaire de population jeune et en errance sur un secteur qui de par sa géolocalisation connaît déjà de nombreux trafics de stupéfiants et d'actes de délinquance ».

Sollicitée par Mediacités, Laurence Fautra se lance dans une (autre) longue tirade pour expliquer son opposition à ce centre : « Il jouxte le lycée Charlie Chaplin, on est à côté d'un arrêt de tramway, proche de deux quartiers politiques de la ville fragiles, avec une population sous le seuil de pauvreté. On a déjà des problèmes de tranquillité publique, des trafics de drogue, une mosquée, un stade... Trop c'est trop. » Dans ces conditions, l'élue ne s'estime pas en mesure d'assurer la sécurité des habitants. « On ne va quand même pas mettre des miradors pour surveiller tout le monde », lâche-t-elle.

Un lien avec la délinquance très contestable

Aux yeux de l'élue, le lien entre délinquance et mineurs isolés serait bien documenté. Elle évoque notamment un chiffre « officiel » issu « du *Figaro* », selon lequel les faits de délinquance de cette « strate de population » seraient en hausse de 30 %. Un chiffre dont nous n'avons pas retrouvé la trace.

En réalité, la délinquance des mineurs isolés a fait l'objet de rares publications officielles pouvant montrer une hausse du phénomène, [notamment à Paris](#), mais les données disponibles sur le sujet restent très incomplètes. En 2021, [un rapport parlementaire](#) évaluait à 10 % la part de mineurs isolés ayant commis des actes de délinquance. La même année, la mission nationale MNA, rattachée au ministère de la Justice, rappelait [dans son rapport annuel](#) que « la

majorité des mineurs accueillis en France et protégés au sein des départements ne commet pas d'actes de délinquance », tout en ajoutant qu'« une partie d'entre eux, éloignés de la protection civile, pose un problème significatif d'ordre public, par la commission de délits répétés ».



Laurence Fautra, maire LR de Décines-Charpieu. Photo : NB/Mediacités.

« Même si certains sont effectivement mineurs, ils ont perdu leur innocence depuis longtemps »

Plus globalement, Laurence Fautra met en cause le principe même de l'accueil des mineurs isolés. « Il faut arrêter les leçons d'angélisme. Ce ne sont pas des enfants. Ce sont des gens prêts à tout pour rester sur le territoire qui s'engouffrent dans le système en se déclarant comme mineurs », considère-t-elle. Et d'ajouter : « Et même si certains sont effectivement mineurs, ils ont perdu leur innocence depuis longtemps. »

Pour l'heure, le permis déposé par la Métropole auprès de la mairie de Décines-Charpieu est toujours en phase d'instruction. Il ne devrait pas aboutir avant 2025, selon la première édile, qui pense que le projet aurait dû donner lieu à une étude d'impact et critique son coût : « 11 millions d'euros, j'aurais préféré que Bruno Bernard les mette dans les collèges ou dans la culture. »

Invitée à commenter ces déclarations, la métropole de Lyon se contente de rappeler que le projet est en discussion depuis deux ans. « La récente position de la maire de Décines-Charpieu semble davantage un choix politique qu'une réaction fondée sur l'information disponible », estime la collectivité.

Professionnels « en *standby* »

A Ecully comme à Décines, la gestion des deux centres d'accueil doit être confiée [à l'association Forum réfugiés](#), chargée de [la mission d'évaluation de minorité](#) dans la Métropole. Contactée, sa présidente Sylvie Guillaume, ancienne eurodéputé socialiste, précise qu'une visite de sécurité a été réalisée ce lundi 18 novembre par les services de l'Etat sur le site d'Ecully. « Nous sommes prêts à entrer dans les lieux, nos équipes de professionnels sont en *standby* », indique-t-elle.

Elle affirme ne pas avoir d'informations supplémentaires sur le dossier décinois. Pas de commentaire non plus sur les discours politiques tenus par les élus locaux. « Notre objectif est de trouver des solutions pour aboutir à un meilleur accueil possible », défend-elle. Visiblement, ce n'est pas encore gagné.